

La presse et l'éloge du prince

Sommes-nous sûrs de la bonne interprétation que nous faisons des propos du président de la République ? Lorsqu'il évoque «son» projet démocratique et qu'il fait la part belle à la liberté de la presse doit-on à notre tour nous satisfaire d'une rhétorique de circonstance - (un discours d'investiture en l'occurrence) -, pour nous croire épargnés, dorénavant, du harcèlement ? Bien évidemment que non. Et, pire encore, l'allusion porte en elle tous les signes de l'inquiétude là où l'on croit déceler une volonté de détente.

Car, enfin, comment un pouvoir peut-il aborder la question des libertés publiques et ignorer superbement dans son discours le rôle central des partis politiques ? Une presse libre et respectée ne peut exister que dans l'humus d'un multipartisme réel et immunisé grâce à la loi.

Que le journalisme se décline sous la forme informative ou qu'il se veuille le relais de certaines opinions, dans tous les cas de figure, il ne peut sainement s'exercer que si les courants de pensée, autres qu'officiels, occupent l'espace public et énon-

cent sans entrave leurs désaccords.

Le binôme presse-partis est indissociable dans un véritable «projet démocratique» que n'importe quel pouvoir prétend promouvoir. Cela signifie que l'une sans les autres n'est qu'un procédé oblique tendant à réduire ces fameuses libertés dont on se gargarise. Sans un solide viatique pour les partis d'exister, il n'y a pas de journalisme indépendant dans ses écrits.

En l'absence de débat contradictoire, celui-ci n'est-il pas réduit à se nourrir des seules références officielles pour éclairer l'opinion ? C'est par conséquent de ce subtil distinguo discursif qu'il faut se méfier. A moins de croire que la parole univoque du pouvoir est la seule à mériter nos commentaires.

La presse est justement seule à s'inquiéter de la lente dérive qui tend à segmenter le champ des libertés afin de contrôler séparément les vecteurs qui le constituent.

Aujourd'hui, le journalisme indépendant est dans une tragique solitude qui, à terme, le fragilise jusqu'à le pousser à renoncer à ce «pour quoi» il a existé à partir d'octobre 1990. Sans soutien efficace de la part des relais politiques, il en est réduit à la question existentielle se demandant comment

il peut riposter à la scélératesse des lois qui encadrent son fonctionnement et à quels saints politiques qui plaideraient sa juste cause il doit se tourner.

En somme, il s'interroge sur la manière d'éviter les mesures pénales sans pour autant perdre son âme. Une résistance qui lui devient trop lourde à assumer seul au fur et à mesure que le multipartisme perd de son agressivité. Une mission bien au-dessus des capacités des seuls journaux qui, pourtant, continuent à ferrailer pour la défense de la liberté d'expression. Digue fragile pour contrer par ses propres moyens le totalitarisme rampant d'un régime qui travaille à soudoyer l'opinion grâce à ses médias officiels.

Désormais dans l'impasse, la presse indépendante en est tentée à solliciter les relais de la société pour lui prêter main-forte. C'est-à-dire lui demander de mettre la pression sur le pouvoir afin de l'obliger à dépénaliser le délit de presse. Un appel qu'elle sait, par avance, qu'il ne sera pas entendu tant les institutions en furent réduites à des appendices du pouvoir.

En vérité, la question ne réside même plus dans la possibilité de convaincre le régime pour qu'il abroge une insoutenable loi mais simplement de parvenir à briser ce tête-à-tête «presse-pouvoir» en permanence ponctué par des procès. Mais comment s'y prendra-t-on si ce n'est qu'en impliquant dans une large mesure les acteurs de la vie sociale et politique et leur faire prendre conscience que cette cause est aussi la

leur et qu'elle conditionne leur propre existence. En d'autres termes, qu'il y va de leur indépendance ou de leur domestication.

Car, par une sorte de narcissisme, entretenu à ses dépens, la presse a longtemps accepté de tenir le rôle gratifiant de dernier sanctuaire des libertés quand tous les autres espaces ont, lentement, été rognés. Une anesthésie pratiquée par le pouvoir qu'a fini par corrompre tout ce qui pense différemment.

Les partis politiques ne furent-ils pas les premières victimes, souvent consentantes, de ce travail d'agréation par le biais de la carotte de la représentation institutionnelle et par la subvention ?

A leur tour, les associations dites «civiles» se virent offrir des rôles surdimensionnés par rapport à leur véritable vocation afin d'en faire une masse de manœuvre qu'il actionna souvent contre les îlots réfractaires du champ politique. Enfin, il recourut à la distribution des honneurs à des personnalités pour rehausser son propre prestige et en même temps en faire des tristes hochets sur l'échiquier qu'il a modelé.

La patience avec laquelle il mit dix années pour normaliser à son profit l'espace public a justement débouché sur l'isolement des journaux qu'il priva de leurs relais naturels que sont, d'abord, les appareils politiques, ensuite le mouvement associatif.

Cette mise en quarantaine explique précisément le harcèlement subi par les jour-



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

naux dans une tragique indifférence de l'opinion. Cet état de fait est d'autant plus vérifiable que chaque fois que la presse tente de se justifier dans ses colonnes, il s'en est toujours trouvé des cercles pour délivrer des réquisitoires contre ses pseudo-excès.

Qu'ils soient censeurs autoproclamés ou aux ordres, ils oublient que les muselières qu'ils brandissent finiront bien par leur être imposées le jour où, à leur tour, ils découvriront qu'ils se sont trompés d'adversaires.

Aujourd'hui, plus que par le passé, il faudra se méfier des éloges et des promesses d'un pouvoir qui vient de prouver qu'il préfère l'immobilisme au changement même pour désigner ses propres intendants. En un mot comme en cent, il est foncièrement inamendable.

B. H.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

LIBRAIRIE SOCRATE

6, rue Omar-Chérif-Zahar - Alger
à côté cinéma ABC

A l'occasion de la Journée mondiale de la presse, la librairie Socrate organise une rencontre conviviale pour un débat sur le thème «Le journaliste et la critique littéraire» le 03-05-2009 à partir de 14h qui sera animée par M. Zoubir Souissi.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Le mot qui tue !

50 Tunisiens fuient leur pays et se réfugient en Algérie. Face à ce drame, et devant l'urgence, comment les aider ? En les faisant...

... examiner par des psychiatres !

Allez savoir pourquoi ! Dès que ce mot est prononcé à proximité de mes pavillons auditifs, j'ai une irruption cutanée. Je n'exagère pas. Ce que je vous en dis, je l'ai vérifié scientifiquement. Par l'expérimentation. Ainsi, j'ai fait lire à des amis des textes où ne figurait pas le mot en question, avec pour consigne de procéder à cette lecture à quelques petits centimètres seulement de mes oreilles. Et rien ! J'ai écouté, paisiblement, sans effet secondaire, sans conséquence sur ma santé et sans dommage collatéral. Ensuite, j'ai demandé aux mêmes amis de lire un autre texte dans lequel figurait le fameux mot. Et là, patatras ! La vraie cata ! J'ai été pris de tics nerveux, de tremblements incontrôlés, de poussée de fièvre accompagnée de l'apparition de gros boutons purulents et de nausée insoutenable. C'est tout de même terrible ! Pourquoi diable suis-je sujet à ces symptômes dès que le mot «ad hoc» est prononcé devant moi ? Pourquoi ai-je ainsi revécu l'enfer dès que l'annonce en a été faite dans le journal de l'ENTV, l'installation d'une «commission ad hoc pour faire face aux risques de pandémie que provoquerait la grippe porcino-mexicano-H1N1» ? Quel est ce sortilège qui me fait tomber malade à chaque fois que je croise à l'insu de mon plein gré le mot «ad hoc» ? Pourtant, intrinsèquement, il n'y a rien dans «ad hoc» qui expliquerait

logiquement et raisonnablement les réactions en chaîne qu'il provoque en moi. Bien au contraire, au plan phonétique, je trouve le mot «ad hoc» plutôt sympa. Il me rappelle la bande dessinée, Hergé, le reporter Tintin et son bouillant compagnon, le capitaine Haddock. Mais, dans les faits, je suis bien obligé de l'avouer : je suis une victime du syndrome ad hoc. Mais pas n'importe quelle victime. Surtout pas une victime résignée. J'ai donc cherché d'où pouvait venir mon mal. Et j'ai trouvé ! J'ai chopé cette saloperie, cette allergie sévère au mot «ad hoc» très jeune. Suite à une overdose. Déjà, dans le ventre de ma maman, j'entendais distinctement les responsables du pays annoncer à la télévision l'installation de commissions ad hoc pour tout et n'importe quoi. Une fois hors du doux ventre maternel, j'ai encore entendu ce mot «ad hoc» employé en mitraille par les mêmes dirigeants et par leurs successeurs. Toujours à propos de tout et de n'importe quoi. Plus récemment encore, à propos de l'assassinat d'un président, à propos de séismes, à propos d'inondations, à propos de guerre entre tribus ennemies, à propos de manifestants assassinés en masse, à propos de pomme de terre, à propos de ciment ou à propos de violence dans les stades, le mot «ad hoc» a fini par faire voler en éclats mes barrières immunitaires. Je suis cliniquement et définitivement allergique au mot «ad hoc». Et pour l'heure, je n'ai trouvé qu'un seul remède pour combattre ce mal : fumer du thé et rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.

www.tacervellesarrete.blogspot.co